

# Quatorze universités en situation budgétaire difficile en 2016

En difficulté, certaines universités sont forcées de geler des postes et d'alléger des options.

MARIE-ESTELLE PECH @MariEstellePech

**UNIVERSITÉS** Six universités étaient en situation budgétaire « très dégradée » en 2016 : Limoges, Orléans, Pau, Reims-Champagne-Ardenne, Toulouse-III et Bretagne-Sud courent un risque d'insoutenabilité à court ou moyen terme. Huit autres sont en « situation dégradée » selon une récente note d'analyse de la Cour des comptes avec risque d'insoutenabilité à moyen terme : Antilles, Clermont-II, Corse, Grenoble Alpes, Guyane, Lille-I, Marne-la-Vallée, Paris-I.

Les raisons de cette situation, récurrente depuis 2011, sont plurielles. Sans nier des « erreurs de gestion interne par ci, par là », Gilles Roussel, président de la conférence des présidents d'université et président de l'université de Marne-la-Vallée, accuse la « faiblesse des moyens » accordés à l'enseignement supérieur alors que le nombre d'étudiants augmente chaque année depuis trois ans d'environ 30 à 40 000. Depuis leur passage à l'autonomie, les universités font face à une situation inconfortable. Si elles bénéficient d'une dotation stable de l'État, leurs charges continuent à augmenter. Aussi dénoncent-elles l'augmentation mécanique de la masse salariale liée à l'ancienneté des personnels, soit plusieurs dizaines de millions d'euros chaque année.



L'université de Bretagne-Sud, dans le Morbihan, court un risque d'insoutenabilité à court ou moyen terme. BOËLLE/ANDIA.FR

Dans son université de Marne-la-Vallée à la situation « dégradée » en 2016, Gilles Roussel a dû l'an dernier, comme d'autres, couper dans son budget. Il a dû geler dix postes, fermer des cursus, diminuer des options au prix d'une « qualité des enseignements dégradés », estime-t-il. « Nous sommes un peu inquiets », dit-il. Personne ne souhaite en arriver à la situation de celle de l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines qui avait frôlé la cessation de paiement en 2013. Même si à Limoges, les étudiants de l'Unef ont récemment critiqué le vote du conseil d'administration impliquant suppression d'heures de TD, mutualisations de cours et de visioconférences.

Face à ces situations tendues, François Hollande a créé des postes ces dernières

années mais beaucoup « ont été gelés et n'ont jamais eu de recrutements associés », explique un professeur dans une université francilienne. Dans la plupart des facs, l'outil de réduction des déficits consiste aussi à geler « les postes disponibles après des départs en retraite ou des mutations ». À la place, l'université préfère un contrat temporaire qui coûte moins cher.

Les ressources propres (apprentissage, formation continue) ont quant elles tendance à diminuer, note un membre du conseil d'administration de l'université de Nanterre qui votait la semaine dernière un budget rectificatif en déficit d'environ 15 millions d'euros. Les fondations créées ces dernières années pour récupérer des contrats sont par ailleurs

parfois des coquilles vides... et contribuent paradoxalement au déficit comme dans cette université de sciences humaines où les deux maigres contrats de recherche ne couvrent pas les frais de la structure !

## « Tous les indicateurs sont au rouge »

UNE NOTE DE L'INSPECTION A PROPOS DE L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

Les mauvaises gestions sont une autre réalité comme à Orléans. Début mai, le conseil d'administration a décidé de porter plainte contre X, visant la gestion de l'ancienne présidence. En cause notamment, le non-respect d'une procédure de

## Un homme soupçonné d'avoir étranglé sa femme arrêté à sa descente d'avion

Un homme soupçonné d'avoir étranglé sa femme à La Trinité (Alpes-Maritimes) a été arrêté dimanche par les gendarmes à Nice, à l'arrivée d'un avion en provenance de Tunis, où il s'était enfui. La victime, une femme qui fêtait jeudi soir ses 29 ans et mère de deux enfants de 5 et 6 ans, a été retrouvée par les gendarmes, un sac autour de la tête et une cordelette autour du cou.

## Filière djihadiste : trois fidèles de la mosquée de Lagny mis en examen

Trois fidèles de la mosquée « radicale » de Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne), fermée au lendemain des attentats du 13 novembre, ont été mis en examen dans une enquête sur une filière de recrutement pour le djihad en Syrie. Les deux premiers, jeunes trentenaires assignés à résidence depuis deux ans et demi, dès le lendemain des attentats du 13 novembre 2015, sont considérés comme des lieutenants de l'ancien imam local, soupçonné d'avoir organisé le recrutement de volontaires pour le djihad et qui a fui au Caire fin 2014.

marchés publics ou des dépenses de frais de déplacement. « Tous les indicateurs sont au rouge », jugeait une note de l'inspection, estimant que les 400 000 euros de déficit constatés lors de la clôture du dernier budget ne sont que la partie visible d'années de dégradations, masquées par des recettes exceptionnelles. À Toulouse III, le déficit serait selon un autre rapport d'inspection lié à un « défaut de maîtrise de la masse salariale ».

Ce débat récurrent sur les universités déficitaires agace d'autant plus dans un rectorat que la majorité des soixante-dix universités « s'en sort bien », fait-on observer. Quant à la Cour des comptes, elle indique dans sa note que l'enseignement supérieur « reste une priorité budgétaire » et que l'effort de l'État « est soutenu »... ■